



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
8 juillet 2009
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-troisième session
Points 13 et 18 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-quatrième année

**Conflits prolongés dans la région du groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales
et sur le développement**

La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan

**Lettre datée du 6 juillet 2009, adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente
de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

D'instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un communiqué de presse publié par la Communauté azerbaïdjanaise de la région du Haut-Karabakh de la République d'Azerbaïdjan, daté du 5 juin 2009 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 13 et 18, ainsi que du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Tofiq **Musayev**



**Annexe à la lettre datée du 6 juillet 2009 adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de l'Azerbaïdjan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Congrès de la Communauté azerbaïdjanaise de la région du Haut-Karabakh de la République d'Azerbaïdjan s'est tenu le 5 juin 2009.

Le Congrès a réuni 350 représentants élus de la Communauté, qui rassemble actuellement 65 000 personnes. À la veille de sa tenue, 69 réunions locales des membres de la Communauté ont permis d'élire les 350 représentants qui allaient siéger au Congrès.

Le Congrès a élu les 22 membres du Comité directeur de la Communauté. Le Chef exécutif de la province de Susha, dans la région du Haut-Karabakh, M. Bayram Safarov, a été élu à la tête du Comité directeur de la Communauté azerbaïdjanaise de la région du Haut-Karabakh de la République d'Azerbaïdjan.

Le Congrès a souligné que le retour de la Communauté azerbaïdjanaise dans la région du Haut-Karabakh de la République d'Azerbaïdjan était de la plus haute importance pour le règlement du conflit et constituait la condition essentielle de l'établissement de la paix et de la sécurité dans la région.

Il a été déclaré que le retour sûr et dans la dignité de la population azerbaïdjanaise dans la région du Haut-Karabakh de l'Azerbaïdjan exigeait que lui soient garanties des conditions de sécurité appropriées, ainsi que les mêmes droits et immunités dont jouissait la communauté arménienne de la région, et que le point de vue de la Communauté azerbaïdjanaise soit dûment pris en considération sur toutes les questions politiques concernant la région.

Le Congrès a affirmé que le processus de définition du statut juridique de la région devrait se dérouler dans des conditions pacifiques normales, avec la participation directe, pleine et égale de l'ensemble de la population de la région, à savoir les communautés arménienne et azerbaïdjanaise, et un dialogue constructif entre elles et le Gouvernement azerbaïdjanais, dans le cadre exclusif d'un processus légal et démocratique.

Pour parvenir au stade où les parties concernées pourraient commencer à examiner le statut autonome de la région du Haut-Karabakh au sein de l'Azerbaïdjan, il importait de réparer les conséquences de l'occupation militaire et du nettoyage ethnique. La Communauté azerbaïdjanaise de la région du Haut-Karabakh de la République d'Azerbaïdjan devrait revenir sur ses terres d'origine telles qu'elles étaient avant que n'éclate le conflit.

Le Congrès a réaffirmé que la Communauté azerbaïdjanaise de la région du Haut-Karabakh était prête à vivre avec ses voisins arméniens au sein de la République d'Azerbaïdjan, et qu'il n'existait aucune autre solution.

Le relèvement et le développement économique de la région étaient essentiels pour le retour à une vie normale et le rétablissement de la coexistence pacifique et de la coopération entre les deux communautés.

Le conflit ne pouvait être résolu que sur la base du respect de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières de l'Azerbaïdjan reconnues par la

communauté internationale, et de la coexistence pacifique des communautés arménienne et azerbaïdjanaise dans la région du Haut-Karabakh, jouissant pleinement et sur un pied d'égalité des bienfaits de la démocratie et de la prospérité.

Bakou, le 5 juin 2009
